

# Un immense vent de liberté s'est levé en Tunisie il y a dix ans

Partie de la petite Tunisie, la protestation s'est emparée du monde arabe, se muant souvent en rébellion. Les « printemps arabes », par la suite mis en échec presque partout, ont commencé le 17 décembre 2010.

## DOSSIER

BAUDOUIN LOOS

Un geste désespéré peut-il changer l'Histoire ? Peut-être. L'immolation par le feu que le jeune Mohamed Bouazizi s'est infligée dans la petite ville tunisienne de Sidi-Bouazid en ce 17 décembre 2010 restera en tout cas gravée dans les annales du monde arabe. Vendeur ambulant à la sauvette dans cette agglomération du centre marginalisé de la Tunisie, Bouazizi ignorait que son suicide – il mourra le 4 janvier suivant – allait déclencher une révolte décisive dans son pays, laquelle allait bientôt entraîner dans plusieurs autres pays arabes troubles, révolutions et guerres... C'est l'épopée de ce qui fut un peu légèrement appelé « les printemps arabes ».

La plupart des régimes arabes partageaient plusieurs maux. Autoritarisme, arbitraire, violence d'État dont torture, impérialisme, corruption au profit d'une caste de profiteurs, pauvreté croissante et jeunesse toujours plus nombreuse, sacrifiée, souvent privée de travail et donc d'avenir. Les ingrédients de ce cocktail explosif ont longtemps couvé avant que l'appel d'air – l'aspiration à la dignité, à la justice sinon à la liberté – ne conduise aux déflagrations qui ont ébranlé le monde arabe à partir de l'année 2011.

L'expérience tunisienne reste la seule à pouvoir répondre aux critères du succès : une démocratie y existe désormais, coulée dans le marbre d'une Constitution progressiste

## Le frustrant succès tunisien

Les Tunisiens ont donc eu l'honneur de lancer les hostilités contre leur dictature. En quelques semaines, le régime allait vaciller puis se rendre. Son chef, Zine el-Abidine Ben Ali, fit bien tirer dans la foule des protestataires, mais leur élan se révélait trop puissant : dès le 14 janvier 2011, l'oppressé en chef prenait l'avion pour un exil saoudien dont il ignorait alors qu'il serait définitif. Dix ans plus tard, l'expérience tunisienne reste la seule à pouvoir répondre aux critères du succès : une démocratie y existe désormais, coulée dans le marbre d'une Constitution progressiste adoptée en 2014. Hélas ! dans la balance comptable, les frustrations l'emportent sans conteste. Car si la liberté d'expression règne désormais, la classe politique s'illustre par son incompetence, la corruption a encore gagné du terrain – ni la justice ni l'appareil sécuritaire n'ont été purgés ou réformés – et l'économie souffre mille morts laissant en l'état les plus criantes injustices sociales.

## Contre-révolution à l'égyptienne

L'Égypte elle aussi connut son « printemps » précoce lorsque, imitant les Tunisiens, de nombreux Égyptiens se sont dressés contre le régime de leur potentat Hosni Moubarak, contraint à démissionner le 11 février, lâché par l'armée dont il émanait. L'expérience révolutionnaire fut de courte durée : les Frères musulmans remportèrent plusieurs scrutins, régnèrent de manière très éphémère en multipliant les erreurs qu'exploitèrent leurs puissants

ennemis pour les rendre impopulaires. De sorte que beaucoup d'Égyptiens accueillirent avec soulagement le coup d'État militaire de juillet 2013. Mais c'était pour s'apercevoir assez rapidement que le complot en chef, Abdel-fattah al-Sissi, instaurait la pire dictature que l'Égypte contemporaine eût jamais connue... Une expérience commencée à la mi-août par un massacre sur une place du Caire où plus de 800 personnes, coupables d'être islamistes, furent abattues à bout portant.

## L'ensablement libyen

Non loin de là, en Libye, le fantasme mais aussi cruel Mouammar Kadhafi eut bientôt, fin février, à faire face à une semblable contestation radicale. Ses méthodes sanglantes et ses promesses de « rivières de sang » eurent tôt fait de mobiliser les chancelleries contre lui, au point que la Russie n'opposa pas son veto à une résolution de l'ONU autorisant l'usage de la force pour protéger la population. Les rebelles et les Occidentaux l'interprétèrent comme un feu vert pour un changement de régime. Mais si Kadhafi périt le 20 octobre sous les coups de rebelles ivres de vengeance, les lendemains allaient se révéler des plus incertains. Sans structures d'État, la Libye allait en effet ensuite s'enfoncer dans des conflits internes aux inextricables relents tribaux ou même mafieux dans lesquels s'immiscèrent des puissances étrangères comme la France, les USA, la Russie, les Émirats, l'Égypte ou la Turquie.

## La mort vient du ciel en Syrie

En Syrie, à partir de mars, la contestation du régime – aux méthodes mafieuses lui aussi – de la famille Assad fut accueillie avec une violence plus massive encore. Le sort funeste réservé à ses collègues nord-africains motiva Bachar el-Assad à user de tous les moyens pour réprimer les manifestants, une réponse qui fit basculer le pays dans la guerre, avec une dérive djihadiste au sein de la rébellion que le régime avait nourrie par sa férocité. Malgré des bombardements visant les hôpitaux, les écoles, etc., malgré les barils d'explosifs et les armes chimiques, il fallut néanmoins qu'Assad s'assurât l'appui militaire et financier de l'Iran et surtout de la Russie pour vaincre sur la plupart des fronts. À quel prix ! Quatre cent mille morts, douze millions d'exilés dont la moitié hors du pays, d'innombrables agglomérations détruites et un pays exsangue où armées et milices étrangères – russes, iraniennes, libanaises, turques, américaines... – circulent comme en territoire conquis...

tants, une réponse qui fit basculer le pays dans la guerre, avec une dérive djihadiste au sein de la rébellion que le régime avait nourrie par sa férocité. Malgré des bombardements visant les hôpitaux, les écoles, etc., malgré les barils d'explosifs et les armes chimiques, il fallut néanmoins qu'Assad s'assurât l'appui militaire et financier de l'Iran et surtout de la Russie pour vaincre sur la plupart des fronts. À quel prix ! Quatre cent mille morts, douze millions d'exilés dont la moitié hors du pays, d'innombrables agglomérations détruites et un pays exsangue où armées et milices étrangères – russes, iraniennes, libanaises, turques, américaines... – circulent comme en territoire conquis...

## L'hydre du califat

D'un Irak sortant à grand-peine de l'invasion américaine de 2003 qui avait étoffé les rangs des djihadistes s'étendait ainsi en Syrie l'hydre hideuse du terrorisme. Celle-ci réussit même en 2014 à établir un improbable « califat » à cheval sur les deux pays. Une expérience territoriale éphémère mais terrible. Qui par la cruauté spectaculaire de ses méthodes éclipsa celle du régime d'Assad pourtant infiniment plus massive. Avec aussi des excroissances en Europe sous la forme d'attentats sanglants de nature à traumatiser durablement les opinions publiques.

Dès lors, en Occident où l'hésitation avait un temps régné, le choix s'imposa de ne pas aider la rébellion syrienne, de ne pas s'opposer à Sissi en Égypte et de laisser faire la contre-révolution inspirée et financée par les pétromonarchies. Lesquelles ne purent toutefois prévenir d'autres réveils arabes plus tardifs, en 2019, en Algérie, au Soudan, au Liban et en Irak où des foules considérables se mirent aussi à défier leurs régimes. Quand l'aspiration à la dignité et à la liberté vainc le mur de la peur...

## Tunisie

Premier printemps, seul succès. Les familles Ben Ali et Trabelsi qui « régnaient » sont parties, mais pas les maux de l'économie, rongée par la corruption. La classe politique souvent incompétente, parfois populiste, semble dépassée alors que quelques attentats djihadistes ont aggravé les doutes. B.L.

## Maroc

Un mouvement dit « du 20-Février » entama la contestation en 2011, vite réprimé ; le roi s'est contenté d'un remodelage superficiel de la Constitution pour solde de tout compte en termes de réformes. La répression de toutes libertés a au contraire crû depuis lors. B.L.



« L'homme à la cage », un manifestant lors du grand rassemblement du 14 janvier 2011 à Tunis, est devenu l'une des figures emblématiques de la révolution tunisienne. © FETHI BELAÏD/ AFP.

## Tunisie Les fractures s...

## REPORTAGE

THIERRY BRÉSILLON  
CORRESPONDANT À TUNIS

Rien ne traduit mieux l'inquiétude du pouvoir que les barrières, les grilles et les barbelés derrière lesquels s'abritent désormais les hauts lieux de la révolution de l'hiver 2010-2011. Le ministère de l'Intérieur, symbole de l'État policier, assiégé par des dizaines de milliers de personnes le 14 janvier 2011, la place Kasbah (les bureaux du Premier ministre), où fin janvier puis fin février, les manifestants venus des régions intérieures du pays avaient campé plusieurs semaines pour venir à bout des dernières résistances de l'ancien régime, sont désormais inaccessibles. La crainte des attentats n'explique pas à elle seule ces précautions. Le pays ne cesse de gronder. Pour les dix premiers mois de l'année, l'Observatoire social tunisien a dénombré 6.500 mobilisations sociales.

Aux inégalités régionales, à la progression du chômage dont le taux dépasse par endroits les 30 %, le gouvernement répond, depuis dix ans, en distribuant au coup par coup des emplois improductifs dans les « chantiers de dé-